

Europe : la fin de l'exception bancaire ?

Le feuilleton autour d'ABN Amro depuis quelques semaines illustre par contraste le fait qu'en Europe, la banque est restée une activité pas vraiment comme les autres. Sur les sept plus grosses capitalisations bancaires mondiales, une seule est européenne, et encore : il s'agit d'HSBC, dont moins d'un tiers de l'activité est réalisée en Europe et dont le siège était encore à Hong Kong il y a quinze ans. Les six autres sont américaines (Citi, Bank of America, JP Morgan Chase) et chinoises (ICBC, Bank of China, CCB). Dans les autres grands segments d'activité, au moins une entreprise parmi les dix plus grosses a son siège dans la zone euro ; mais Santander, la première capitalisation bancaire de l'Euroland, n'arrive qu'à la douzième place.

C'est aussi le secteur le moins internationalisé. Sur un échantillon des cent premières capitalisations européennes, le profil moyen des banques comporte plus de la moitié de l'activité dans le territoire d'origine, alors que pour les autres secteurs cette proportion est d'un tiers seulement. Pourquoi ? Avant tout sans doute parce que ce secteur est très régulé. Parce que toute faillite y comporte un élément de risque systémique, les banques sont soumises au contrôle d'autorités publiques comme la Commission bancaire en France ou la FSA britannique. Or les régulateurs préfèrent généralement rester en monde clos, par souci de maîtrise des risques mais aussi en raison de relations de proximité avec « leurs » banques.

Cette préférence peut aller jusqu'à l'inacceptable, comme lorsqu'en 2005 le gouverneur de la Banque d'Italie a tenté de contrer par tous les moyens les offres de groupes étrangers sur deux établissements de taille moyenne, et a dû finalement démissionner. Mais elle a la vie dure : aux Pays-Bas aussi, le président de la banque centrale, Nout Wellink, a émis des doutes d'abord sur l'offre de Barclays puis sur celle, concurrente, du consortium RBS-Santander-Fortis, avant de se raviser peu après pour échapper au sort de l'infortuné Antonio Fazio. Ce protectionnisme discret via la surveillance prudentielle, ainsi que les différences de systèmes de fiscalité et de protection des consommateurs, explique la fragmentation du marché bancaire européen et a des effets en termes d'accès aux capitaux. Pas pour les grands groupes, qui bénéficient d'un environnement compétitif à travers les marchés financiers et les grandes banques d'investissement. Mais pour les autres, PME ou particuliers, le cloisonnement du secteur rend vraisemblablement les financements moins faciles à obtenir, et plus chers. Des études de l'OCDE ont établi que les jeunes entreprises d'Europe ont plus de mal à grandir que leurs homologues des Etats-Unis, alors qu'au contraire les grands groupes européens représentent une part croissante de la capitalisation mondiale. Or les travaux d'économistes comme Philippe Aghion à Harvard (1) indiquent que la difficulté d'accès au crédit handicape la croissance de nos entreprises, particulièrement dans les secteurs innovants.

L'internationalisation du secteur bancaire, encore balbutiante, s'est d'abord réalisée en proximité transfrontalière, comme lors de la constitution de Fortis, Dexia ou Nordea. Puis sont venus le rachat d'Abbey par Santander et celui d'HVB par UniCredit. Avec ABN Amro, une nouvelle étape aura été franchie vers la création d'ensembles bancaires véritablement européens. Or cette dynamique force une évolution de la supervision. A partir du moment où de grandes banques de détail ont leur activité répartie sur plusieurs pays, la gestion du risque systémique impose de plus en plus des instruments transnationaux. Pour l'heure, des arrangements sont trouvés au cas par cas, comme celui selon lequel la FSA superviserait toujours un Barclays déménagé à Amsterdam. Mais il s'agit d'une solution d'attente, qui risque d'être insuffisante en cas de crise. La mise en place d'outils de supervision plus intégrés au niveau européen, bien que difficile, est sans doute inéluctable.

Au moment où tous les esprits sont tendus vers le second tour, ces enjeux sont plus importants qu'on ne le croit généralement. Bruce Stokes, un grand journaliste américain et l'un des plus fins observateurs de la mondialisation, a observé que « *la principale question [de la présidentielle française] est de savoir si le gagnant s'attaquera aux citadelles des secteurs de la banque et de la grande distribution* ». A la mi-mars, aucun des trois principaux candidats ne lui semblait convaincant. Pourtant, les témoins de l'extérieur sont souvent les plus lucides, et il s'agit bien d'une des clés de la réforme économique en France et en Europe.

(*) Economiste au sein du centre de réflexion européen Bruegel, associé de la société de conseil ECIF.

(1) Voir par exemple « *A Primer on Innovation and Growth* », sur www.bruegel.org.